



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Russie et Biélorussie

Une publication du Service économique régional de Moscou
N°1 – 7 septembre 2026

Sommaire

Russie	5
Situation macroéconomique et financière.....	5
Prévisions du consensus des économistes	5
Activité : inertie du rebond de juin en juillet	5
Marché du travail : léger relâchement de la tension sur l'emploi	8
Marché des changes	9
Budget : contre-performance des revenus pétroliers	9
Politiques sectorielles	10
Énergie	10
Assouplissement des normes environnementales sur les carburants	11
Progression des achats indiens de pétrole russe ESPO	11
Transport	11
Recul de la rentabilité d'Aeroflot au premier semestre	12
Nouvelle stratégie russe de l'industrie automobile	12
Renforcement du contrôle de la sécurité aérienne	13
Industrie	13
Achèvement de l'attribution des fréquences pour le lancement de la 5G	13
Agriculture	14
Céréales : perturbations en mer Noire, les exportations russes fortement réduites	14

Politique céréalière : suspension du droit d'exportation russe jusqu'à la fin 2026	15
Environnement des affaires	15
Nouvelle loi sur l'interdiction du rachat des actifs étrangers ayant quitté la Russie	15
Placement sous administration provisoire	16
Loi sur le placement en gestion provisoire d'infrastructures critiques dont la protection sécuritaire s'avère insuffisante	17
DPI : litiges portant sur la vente sans autorisation de produits pharmaceutiques	17
Biélorussie.....	18
Situation macroéconomique et financière.....	18
Transferts de fonds des expatriés en hausse	18
Politiques sectorielles	18
Énergie	18
Développement de nouvelles capacités nucléaires en Biélorussie	18
Transport	18
Hausse du marché automobile biélorusse en août	19
Graphiques.....	21

ZOOM : DEPLOIEMENT DU ROUBLE NUMERIQUE EN RUSSIE

L'écosystème financier russe s'autonomise depuis les sanctions consécutives à l'annexion de la Crimée en 2014. La pression exercée depuis 2022 a néanmoins renforcé l'hermétisation de la finance russe. A ce titre, les innovations technologiques jouent un rôle clé aussi bien pour les acteurs privés (cryptoactifs, solutions de paiement des plateformes en ligne) que publics, avec notamment le projet de rouble numérique de la Banque de Russie.

I. Principes de base et utilisation du rouble numérique

La Russie franchit un cap avec l'adoption par étapes du rouble numérique. Il s'agit d'une monnaie numérique de banque centrale (MNBC), distincte des cryptoactifs, dont le déploiement est obligatoire pour les banques systémiques et grandes entreprises à partir du 1^{er} septembre 2026 ; pour les banques à licence universelle et entreprises moyennes à partir du 1^{er} septembre 2027 ; et pour les banques à licence de base et autres entreprises à partir du 1^{er} septembre 2028. Le rouble numérique sera accessible pour des transactions usuelles comme le paiement de biens et services, l'envoi et réception de fonds à un tiers.

Caractéristiques des banques et commerces concernés	Date de déploiement du rouble numérique
Banques systémiques et grandes entreprises ; bénéfice de l'année passée supérieur à 120 M RUB, 1,3 M USD.	1 ^{er} septembre 2026
Banques à licence universelle et entreprises moyennes ; bénéfice > 30 M RUB, 350 M USD.	1 ^{er} septembre 2027
Banques à licence de base et autres entreprises ; bénéfice entre 20 et 30 M RUB, 230-350 M USD.	1 ^{er} septembre 2028

L'approche du rouble numérique, qui correspond à une 3^e forme de monnaie, est hybride (concerne les particuliers, entreprises et banques) et quasi-désintermédiée : les banques commerciales sont une « vitrine » des comptes détenus auprès de la Banque de Russie, bien que des négociations seraient en cours pour tendre vers un modèle plus intermédié par les banques commerciales. En effet, tout portefeuille en roubles numériques est détenu auprès du régulateur et auprès de lui seul.

Le rouble numérique correspond ainsi à la masse monétaire de roubles existante (1 = 1) sans ouvrir droit à des placements rémunérés, et si son utilisation n'est pas obligatoire, sa disponibilité en tant que moyen de paiement a quant à elle force de loi. Le plafond mensuel de transactions en rouble numérique par individu est établi à 300 000 RUB (2 982 EUR), et n'existe pas pour les entreprises. Chaque paiement et transfert en rouble numérique s'effectue sans commission pour les particuliers, tandis que les entreprises bénéficient d'un délai de grâce jusqu'en fin 2026 avant de payer entre 0 et 0,3% du montant. Il laisse cependant une majorité de Russes encore sceptiques (50% opposés à son usage) ou indifférents (7% informés du lancement¹).

II. Enjeux de l'adoption à grande échelle du rouble numérique

Considérant cet attrait à ce jour limité pour le rouble numérique, son principal atout semble résider dans le contrôle et la traçabilité qu'il offre à l'Etat sur les transactions, par exemple via les *smart contracts*. La Banque de Russie associe régulièrement l'usage du rouble numérique dans l'administration (et *a fortiori* aux particuliers et entreprises) à ces contrats qui s'exécutent automatiquement une fois un cahier des charges rempli, et permettent de réduire les coûts de transaction ou le risque de détournement de fonds. Néanmoins, plusieurs banques, dont Sberbank au début du projet-pilote, estimaient que le rouble numérique (i) générerait des charges additionnelles d'adaptation des infrastructures ponctionnant le capital, notamment via la création de portefeuilles dédiés ; (ii) risquerait de créer une fuite de liquidités depuis les banques secondaires vers la Banque centrale ; (iii) ne susciterait pas l'intérêt de plusieurs segments clients (grandes entreprises, assurances). Effectivement, les banques commerciales ont réalisé des marges record depuis 4 ans et sortiraient globalement perdantes d'une utilisation à grande échelle.

Le rouble numérique est ciblé par des mesures restrictives au titre du 20^e train de sanctions de l'UE. L'intégration de cette MNBC avec celle de partenaires commerciaux de la Russie comme la Chine, qui utilise déjà à grande échelle son e-RMB et pourrait élargir l'éventail de transactions avec la Russie hors système SWIFT, est perçue comme un éventuel circuit de contournement.

¹ D'après un échantillon sollicité vis-à-vis d'un [sondage](#) en juillet 2025 mené par le centre VTSIOM.

RUSSIE

SITUATION MACROECONOMIQUE ET FINANCIERE

Prévisions du consensus des économistes

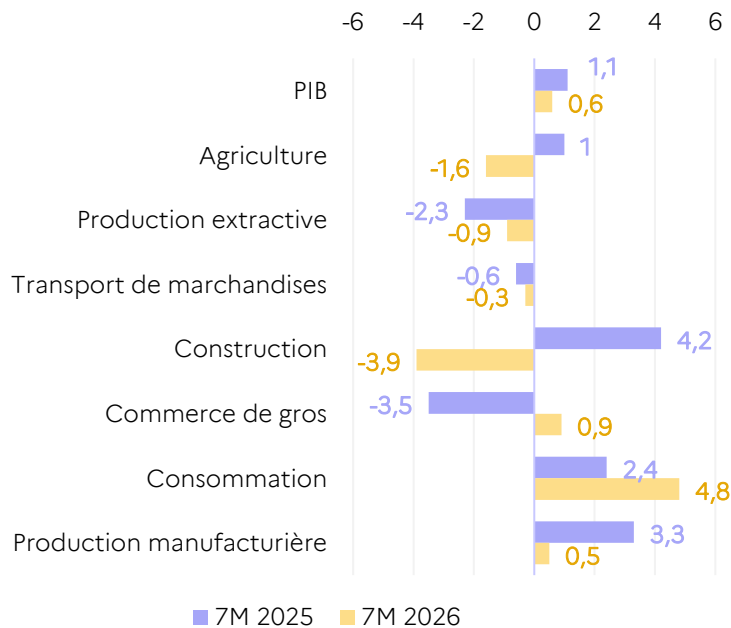
Le consensus des économistes sondés par la Banque de Russie en septembre 2026 a abaissé sa prévision de croissance à **0,5%** pour l'année **2026** (contre 0,6% dans la prévision de juillet), à 1,2% en 2027 (1,3% précédemment) et a conservé son pronostic de 2028 à 1,7%. **Les prévisions d'inflation en fin d'année s'élèvent quant à elles à 6,6% en 2026** (contre 6,2%), à 4,6% en 2027 (sans changement) et à 4% en 2028 (4,1%).

Activité : inertie du rebond de juin en juillet

Selon les estimations préliminaires de Rosstat et du ministère du Développement économique, le PIB a progressé de **0,6%** en g.a. en janvier-juillet 2026, et de **0,6%** en g.a. sur le seul mois de juillet. La croissance au 2^e trimestre 2026 est par ailleurs revue à la hausse, à 1,3% en g.a. (contre 0,9% précédemment), à l'instar de celle de juin (1,7%, contre 1,6% précédemment).

Le mois de juillet affiche une croissance aux mêmes leviers que juin, soit une consommation toujours dynamique (+4,8% en g.a. en janvier-juillet, dont +5,4% de ventes de détail), le rebond du **transport de marchandises** (-0,3% en g.a. sur la période, mais en nette amélioration à +2,1% en juillet) et la résilience de **l'industrie manufacturière** (+0,5% en g.a. sur la période, dont +2,4% seulement en juillet). De même, le **commerce de gros** bénéficie encore d'une croissance à 0,8% en juillet qui lui permet une relative stabilisation (+0,9% sur la période). La **construction** garde une croissance inertielle en juillet (+0,8% en g.a., après une envolée à +3,5% en juin) et atténue son recul global sur la période après 2 ans de forte progression (-3,9%). En revanche, **l'agriculture** creuse sa régression (-1,6% sur la période, et -4,1% sur le seul mois de juillet, soit la moins bonne performance depuis le début de l'année).

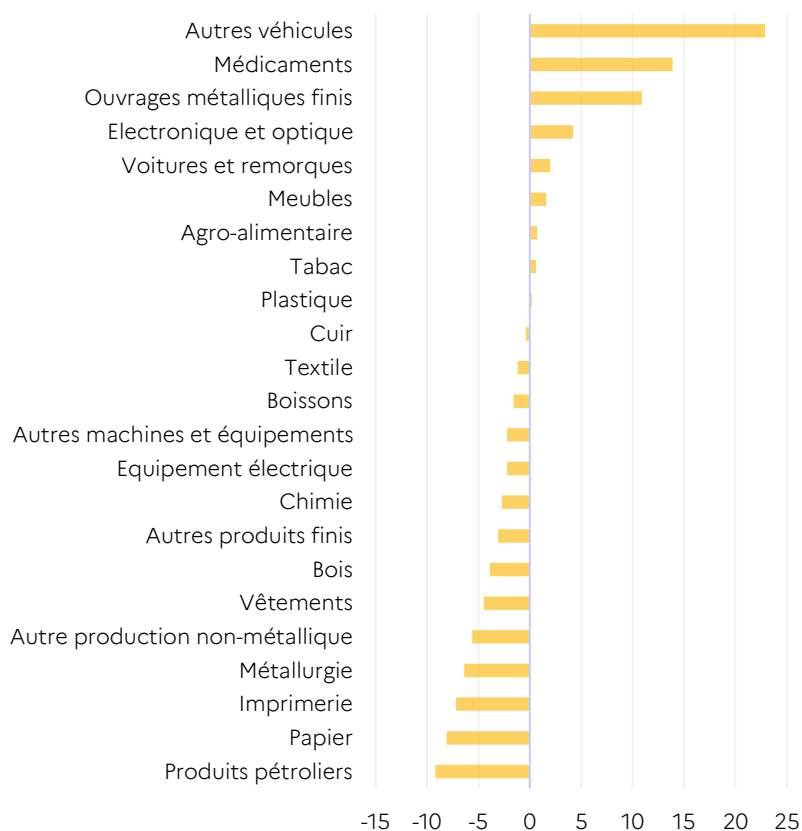
Figure 1. Variation de l'activité par secteur, %, g.a.



Source : Ministère du Développement économique.

Sur les 23 branches d'activité manufacturière recensées par Rosstat, 14 voient leur activité reculer en janvier-juillet 2026. Seul le secteur des **médicaments** affiche une croissance intacte à 13,9% en g.a. sur toute la période. Si les filières du complexe militaro-industriel (CMI) conservent le monopole de la croissance, la catégorie « **autres véhicules** » qui incluent les drones avait reculé en juin (-11%) et atteint de fait 22,9% sur la période ; en revanche, « **l'électronique et l'optique** » demeure stable à 4,2% (+4,3% sur le semestre), et les « **ouvrages métalliques finis** » incluant les munitions progressent quant à eux à 10,9% (contre +8,8% sur le semestre). Les segments de l'industrie civile qui demeurent en territoire positif sont les **voitures et remorques**, les **meubles**, **l'agro-alimentaire**, le **tabac** et le **plastique**.

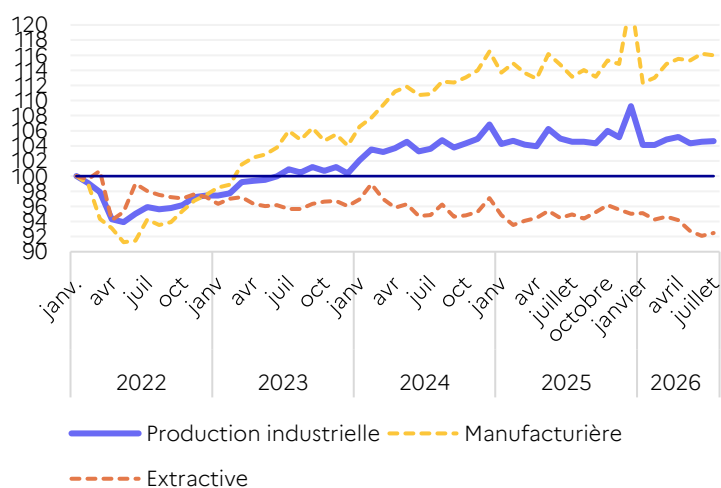
Figure 2. Variation de la production manufacturière en janvier-juillet 2026, %, g.a.



Source : Rosstat.

En mesure mensuelle ajustée des variations saisonnières, la production industrielle affiche 0,1% au mois de juillet, avec une inversion de tendance – l'industrie manufacturière affiche -0,2% de progression, tandis que l'industrie extractive se rétablit à 0,4%.

Figure 3. Production industrielle de la Russie, janvier 2021 = 100



Source : Rosstat, calculs du SER.

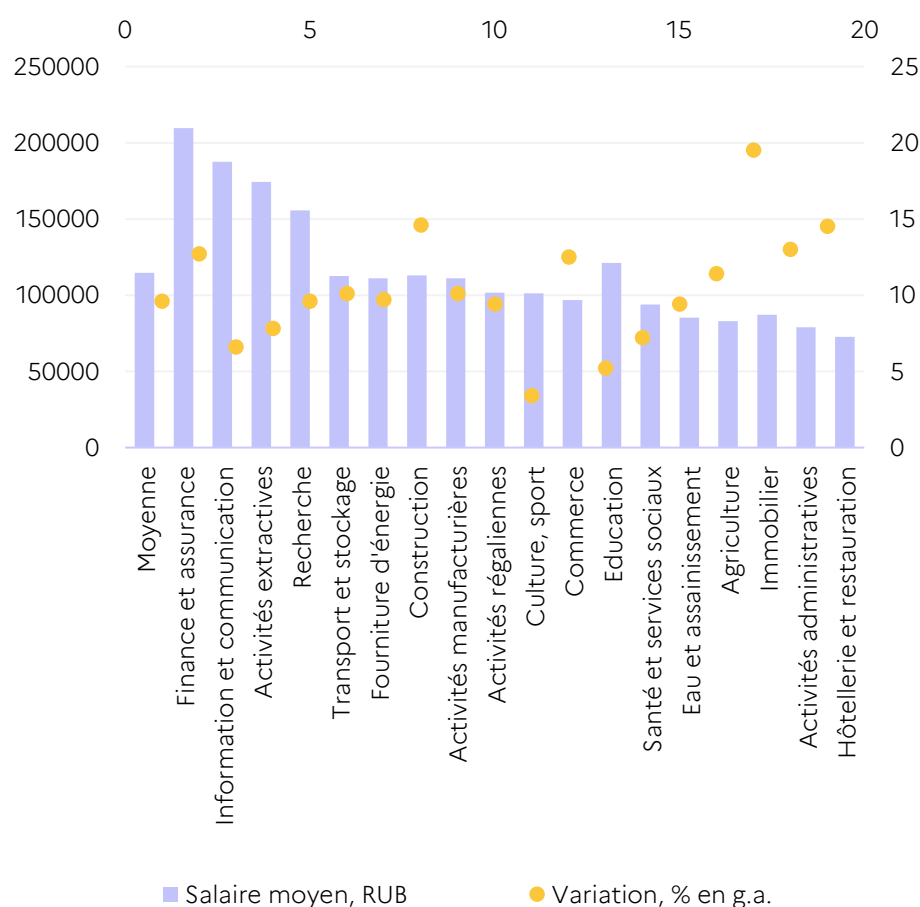
L'investissement en capital fixe accuse un recul de 9,9% en g.a. au 1^{er} semestre 2026, contre 2,1% de progression pour la même période en 2025. Ce chiffre fait écho au sujet de « relance d'un nouveau cycle d'investissements », formule utilisée par le gouvernement pour désigner l'effet de base statistique de deux années de dépense publique massive injectée dans l'économie, ainsi que – d'après les autorités – la **conclusion de grands projets d'infrastructure**. Du côté des milieux d'affaires, le **taux directeur élevé** est plus volontiers mobilisé comme responsable du grippage du climat d'investissement, argument néanmoins battu en brèche par le président V. Poutine lors de la session plénière du Forum économique oriental de Vladivostok, le 3 septembre dernier.

Marché du travail : léger relâchement de la tension sur l'emploi

Le taux de chômage s'est élevé à 2,3% en juillet 2026, contre 2,2% en juin. Il s'agit d'une faible augmentation par rapport au taux minimal historique de 2,1-2,2% des derniers mois. La plateforme hh.ru, qui fait référence en Russie en matière d'emploi, note un maintien de son indice à 8,7 points en août, soit la même valeur qu'en juillet ; un indice supérieur à 8 témoigne d'un haut niveau de concurrence pour l'emploi, sachant que cet indice a atteint un maximum en mars 2026 à 11,4. En août 2025, il s'avérait bien inférieur, à 6,1, dénotant un déficit de main d'œuvre alors plus marqué. Ces chiffres illustrent une dynamique de moindre tension sur le marché de l'emploi – relevée par la Banque de Russie lors de ses décisions de taux.

Cette tendance semble se répercuter sur les salaires, puisque le régulateur rapporte, lors de ses échanges avec les milieux d'affaires, une moindre propension à augmenter les salaires pour l'année en cours et à moyen terme. Par ailleurs, d'après Rosstat, **les salaires réels ont augmenté de 6,5% en g.a. au 1^{er} semestre 2026** (de 12,7% en valeur nominale) **et de 3,4% en juin** (de 9,6% en valeur nominale). Si ces valeurs restent élevées, elles témoignent d'un ralentissement (+7,2% en réel sur janvier-mai 2026, et +4,5% en mai). Les salaires présentés par Rosstat comportent par ailleurs un effet de moyenne assez marqué, le marché de l'emploi russe possédant de fortes disparités sectorielles. En effet, si **l'immobilier**, la **construction** et **l'hôtellerie/restauration** affichent les plus forts taux de croissance en g.a. des salaires en juin (15-20%), en valeur, ce sont les secteurs de la **finance et assurance**, des **NTIC**, des **activités extractives** ou de la **recherche** qui restent les plus rémunératrices.

Figure 4. Salaire mensuel moyen par secteur d'activité en juin 2026, RUB



Source : Rosstat.

Marché des changes

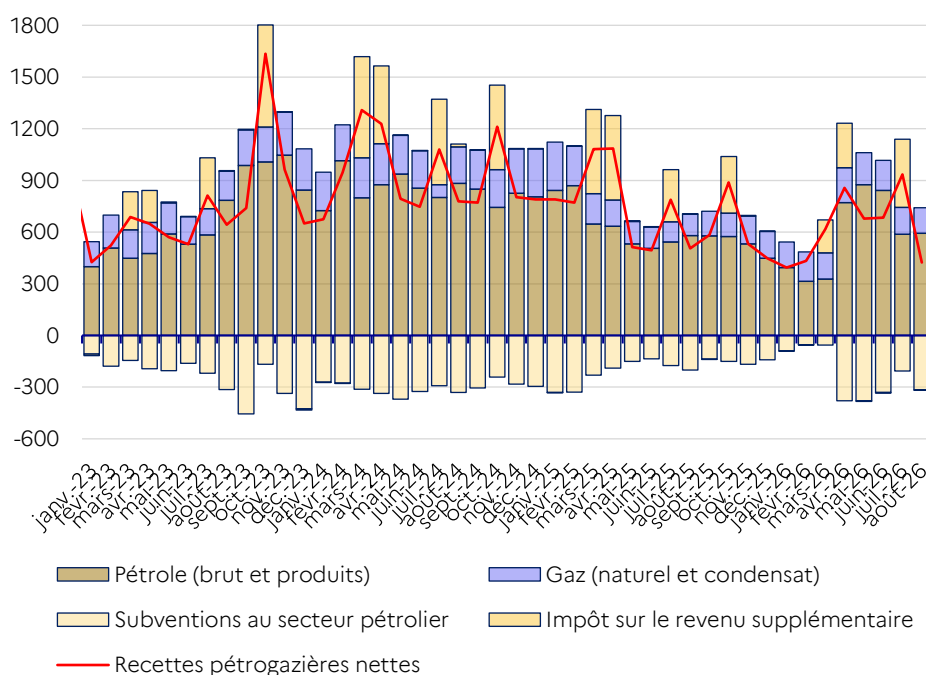
En vertu de la règle budgétaire, la Banque de Russie procèdera à l'achat de devises et d'or sur le marché des changes pour le compte du ministère des Finances à hauteur de **55,6 Md RUB** (639,1 M USD) du 7 septembre au 6 octobre 2026, soit l'équivalent de 2,5 Md RUB (28,7 M USD) par jour. Cette opération reflète des revenus pétroliers supplémentaires attendus à 100,7 Md RUB pour septembre, mais également la baisse tendancielle des revenus d'aubaine dopés par la hausse des cours : le mois d'août a ainsi accusé un manque à gagner de revenus pétroliers supplémentaires de 45 Md RUB par rapport aux prévisions.

Budget : contre-performance des revenus pétroliers

D'après le ministère des Finances, les revenus issus des hydrocarbures du budget russe ont atteint **424 Md RUB** (5,09 Md USD) en août 2026,

soit une baisse de 54,6% en g.m. et de 16% en g.a. Ce déclin est dû (i) à l'absence d'impôt extractif supplémentaire perçu par le budget en août, contrairement aux mois précédents ; (ii) la baisse des cours pétroliers ; (iii) le maintien d'un haut niveau de subventions versées au secteur pétrolier, notamment au titre des importations exceptionnelles de produits pétroliers vers la Russie.

Figure 5. Revenus issus des hydrocarbures du budget fédéral, Md RUB



Source : Ministère des Finances.

POLITIQUES SECTORIELLES

ÉNERGIE

Disponibilité des carburants sur le marché Russe

Les attaques sur les infrastructures portuaires et de raffinage ont fait baisser les exportations de pétrole à 3,46 millions de barils jour (Mb/j, au 23 août) et la production de produits raffinés à 3,8 Mb/j (contre 5,3 Mb/j en cette saison normalement). Les mises sur le marché de produits pétroliers sont en baisse de 20% dont 3% pour le diesel. Les autorités

ont ainsi prolongé l'interdiction d'exportation de diesel jusqu'au 30 septembre, celles de Kérosène jusqu'au 30 novembre et celles d'essence jusqu'au 31 janvier 2027. Selon les autorités, la production de produits raffinés devrait augmenter à 4,2 M b/j en septembre grâce à la remise en service de certaines raffineries. Avec la fin du pic de consommation en septembre, une stabilisation du marché est attendue en octobre. Cela dépendra évidemment de la capacité, ou pas, des forces ukrainiennes à poursuivre leurs attaques sur les infrastructures pétrolières russes.

Assouplissement des normes environnementales sur les carburants

Le gouvernement russe a temporairement autorisé la vente dans les stations-service d'essence et de diesel répondant aux normes Euro 2, Euro 3 et Euro 4, en complément de l'Euro 5, jusqu'au 30 juin 2027 ([RBC 31/08/2026](#)). Cette décision prolonge les mesures prises en août autorisant la production, l'importation et la circulation de carburants de classes environnementales inférieures afin de renforcer l'approvisionnement du marché intérieur. Selon le vice-Premier ministre Alexandre Novak, ces carburants devraient représenter moins de 10 % du marché, les principales compagnies pétrolières continuant à produire de l'Euro 5.

Progression des achats indiens de pétrole russe ESPO

Les exportations de pétrole russe ESPO depuis le port de Kozmino, en Extrême-Orient, ont progressé de 6 % en glissement annuel, à 28,2 Mt sur les sept premiers mois de 2026. La Chine reste de loin le principal débouché, mais sa part est passée de 88 % à 83 %, tandis que celle de l'Inde a augmenté de 12 % à 16 %. Traditionnellement davantage orientées vers le brut russe Urals, les raffineries indiennes se tournent vers l'ESPO lorsque la demande chinoise ralentit ou en cas de perturbations des approvisionnements, malgré des coûts logistiques vers l'Inde environ deux fois plus élevés. Les analystes estiment néanmoins que l'Inde dispose encore d'un potentiel pour accroître ses achats, tandis qu'une reprise de la demande chinoise pourrait à nouveau renforcer la concurrence pour l'ESPO sur le marché asiatique.

TRANSPORT

Recul de la rentabilité d'Aeroflot au premier semestre

LE CHIFFRE A RETENIR

-88%

Baisse du bénéfice net ajusté du groupe Aeroflot au premier semestre 2026 en g.a.

Le bénéfice net ajusté du groupe Aeroflot (qui comprend également les compagnies aériennes Rossiya et Pobeda) a chuté de 88% en glissement annuel (g.a.), à 472 M RUB au premier semestre 2026, malgré une hausse de 4 % du chiffre d'affaires, à 429,8 Md RUB. Cette dégradation s'explique principalement par la progression des

coûts opérationnels, en hausse de près de 10 %, sous l'effet notamment du renchérissement du kérosène : les dépenses de carburant ont augmenté de 13 %, avec une nette accélération au deuxième trimestre. Cette hausse a été partiellement compensée par les versements au titre du mécanisme d'amortissement des prix du carburant (« damper »), tandis que les dépenses de personnel, de maintenance et de services aux appareils et aux passagers ont également progressé. Sur le plan opérationnel, le trafic passagers est resté quasiment stable à 26 millions de personnes (+0,3 %) : les liaisons intérieures ont reculé de 3 %, tandis que le trafic international a progressé de 10 %. La poursuite de la hausse des coûts, en particulier du carburant, reste ainsi l'un des principaux facteurs de pression sur la rentabilité du groupe. Parallèlement, Aeroflot a porté à 100 % sa participation dans Aeromar, principal fournisseur russe de restauration à bord, en rachetant les 49 % détenus par la société allemande LSG Group Lufthansa.

Nouvelle stratégie russe de l'industrie automobile

Le gouvernement russe a approuvé une version actualisée de la stratégie de développement de l'industrie automobile russe à l'horizon 2035, qui fixe comme objectif, très ambitieux, de porter la production nationale à au moins 2,8 M de véhicules par an, contre 0,83 M en 2025. Pour ce faire, la Russie entend notamment accroître les taux d'utilisation des capacités de production (seulement 25 % dans le segment des voitures particulières) et réduire sa dépendance vis-à-vis des composants automobiles les plus critiques en soutenant (crédits bonifiés, soutien à la R&D) le développement d'une filière dédiée. Le plan prévoit par ailleurs qu'en 2025 les véhicules électriques et hybrides devront représenter au moins 25 % du marché neuf des voitures particulières (les premiers véhicules de la marque ATOM pourraient être mis sur le marché à l'automne).

Renforcement du contrôle de la sécurité aérienne

Le ministère russe des Transports prévoit d'ajouter de nouveaux indicateurs de risque pouvant conduire à des contrôles inopinés de **Rostransnadzor (Service fédéral de supervision des transports)** dans **l'aviation civile**. Ils concerneront notamment les collisions avec des oiseaux et les dommages causés aux avions au sol. Un contrôle pourra être envisagé après au moins trois collisions avec des oiseaux ou d'autres animaux en 60 jours : le nombre de signalements a presque doublé, passant de 941 en 2022 à 1 848 en 2025, tandis que 458 cas ont été recensés au cours des cinq premiers mois de 2026. Un autre indicateur sera déclenché à partir de deux dommages au sol en 180 jours, notamment lors des opérations d'assistance ou de maintenance. Les compagnies aériennes pointent notamment l'efficacité insuffisante des dispositifs de prévention contre les oiseaux dans certains aéroports. De leur côté, les aéroports évoquent le rapprochement des zones résidentielles pour expliquer la hausse du risque ornithologique et l'augmentation des opérations de maintenance pour celle des dommages au sol.

INDUSTRIE

Achèvement de l'attribution des fréquences pour le lancement de la 5G

Après plusieurs années de discussions, le ministère russe du Développement numérique propose d'attribuer gratuitement aux quatre principaux opérateurs mobiles (**MTS, Megafon, Beeline et T2**) **des fréquences comprises entre 4,63 et 4,99 GHz pour le déploiement commercial de la 5G**, alors que leur mise aux enchères devait initialement rapporter 47,4 Md RUB à l'État. Le régulateur prévoit également d'introduire la neutralité technologique, permettant aux opérateurs de déployer la 5G sur les fréquences et stations de base actuellement utilisées pour la 4G, afin d'accélérer son lancement. Le ministère vise une disponibilité commerciale de la 5G dans toutes les villes de plus d'un million d'habitants d'ici fin 2027, puis une extension progressive de la couverture jusqu'en 2031, parallèlement au passage aux stations de base russes entre 2027 et 2031. Les experts soulignent néanmoins que la bande retenue reste moins adaptée à une couverture de masse que la bande dite « dorée » de 3,4-3,8 GHz : sa portée plus faible nécessite davantage de stations de base et pourrait limiter dans

un premier temps l'utilisation de la 5G à certaines zones et aux réseaux privés destinés notamment aux sites industriels.

AGRICULTURE

Céréales : perturbations en mer Noire, les exportations russes fortement réduites

Les exportations russes de céréales se sont fortement réduites en août 2026 sous l'effet des perturbations affectant les ports de la mer Noire et de la mer d'Azov, les itinéraires de substitution n'étant pas en mesure de compenser ces pertes. Premier exportateur mondial de blé avec 46,5 Mt sur la campagne 2025/26, soit environ un cinquième du commerce mondial, la Russie a vu son appareil exportateur physiquement entravé depuis juillet 2026 : mer d'Azov fermée le 10 juillet, terminal de Taman à l'arrêt le 30, trois terminaux de Novorossiisk endommagés dans la nuit du 12 au 13 août. Le bassin Azov-mer Noire assurait la campagne dernière 80-90% des exportations maritimes russes de céréales, les seuls terminaux de la mer Noire ayant expédié plus de 29 Mt, dont environ 25 Mt par Novorossiisk. Le bilan d'août publié le 2 septembre par l'Union russe des céréales chiffre le choc : 1,7 Mt de céréales exportées dont 1,3 Mt de blé, 3,5 fois moins qu'en août 2025, avec un effondrement d'un facteur 8,8 sur la dernière décade, un blé expédié vers 16 pays contre 43 un an plus tôt, par 17 sociétés contre 63 et via 10 ports contre 47. Pour septembre, SovEcon prévoit 1,8 à 2,3 Mt de blé, le plus bas niveau pour ce mois depuis 2010. Le grain s'accumule à l'intérieur, sur une récolte de 100,5 Mt au 27 août, et l'oblast de Rostov a décrété le régime d'urgence le 28 août. Les exportations par Novorossiisk resteront difficiles compte tenu des réparations. Des voies alternatives sont envisagées mais ne compenseront pas l'arrêt de la route par la mer Noire. La principale est la Baltique, avec un intérêt pour les ports baltes, mais le surcoût atteint 30 à 50 USD/t depuis Rostov et ces terminaux n'ont traité qu'1 Mt sur toute la campagne précédente. Les autres options, Caspienne adossée à l'Iran et Extrême-Orient vers la Chine, plafonnent à 2 à 3 Mt par saison chacune. Selon l'Union russe des céréales, les itinéraires alternatifs ne pourraient compenser, au mieux, qu'environ la moitié des volumes perdus.

Sources : Interfax / Union russe des céréales (02/09/2026) ; SovEcon via Kommersant (31/08/2026) ; Reuters (31/08/2026)

Politique céréalière : suspension du droit d'exportation russe jusqu'à la fin 2026

Le droit flottant d'exportation sur le blé, l'orge et le maïs devrait être suspendu jusqu'au 31 décembre 2026, afin de soutenir les opérateurs face aux perturbations logistiques affectant les ports de la mer Noire.

La sous-commission de la réglementation douanière, tarifaire et non tarifaire de la commission gouvernementale au développement économique a ramené le 2 septembre ces droits à zéro sur initiative conjointe des ministères du Développement économique et de l'Agriculture, au motif de la nécessité de reconstruire la logistique d'exportation ; le projet d'arrêté doit encore être soumis au gouvernement. Les taxes flottantes sur l'huile et le tourteau de tournesol sont parallèlement gelées au niveau d'août 2026. Le ministère de l'Agriculture attend de la mesure une réduction des coûts des opérateurs et une meilleure tenue de l'économie de production.

L'État suspend ainsi son principal instrument de prélèvement sur la filière. Créé en juin 2021, l'instrument permet de capter 70% de l'écart entre un prix indicatif recalculé chaque semaine à partir des contrats d'exportation enregistrés à la Bourse de Moscou et un prix de base fixé par l'État ; le dispositif avait été prorogé jusqu'au 31 août 2028.

La mesure complète les soutiens annoncés fin août, dont 9,7 Md RUB de subventions au transport ferroviaire des produits agricoles, des achats envisagés jusqu'à 3 Mt pour le fonds d'intervention et une subvention à la tonne vendue. La suppression de la taxe est réclamée de longue date par les organisations professionnelles, l'Union russe des céréales la présentant comme un transfert des céréaliers vers l'aval de la filière. Le blocage de la mer Noire a rendu la demande pressante : les prix producteur au Sud sont tombés à 8 900–10 000 RUB/t pour un coût de revient estimé entre 12 000 et 13 500 RUB/t sur la récolte 2026, les exploitations vendant donc à perte.

Source : Ministère russe du Développement économique via Interfax (02/09/2026)

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Nouvelle loi sur l'interdiction du rachat des actifs étrangers ayant quitté la Russie

Le 4 août le président Vladimir Poutine a [signé](#) une [loi](#) introduisant une procédure judiciaire pour mettre fin au droit de rachat des investisseurs étrangers de pays non-amicaux ayant quitté la Russie. Le Ministère du développement économique a préparé un projet qui définit les termes et les conditions pour l'émission d'avis par la commission gouvernementale à soumettre au tribunal. Le propriétaire actuel pourra ainsi exiger la fin du droit de rachat si l'investisseur étranger a, par exemple, soutenu des actions hostiles à la Russie ou si le contrat prévoit un rachat en dessous de 25% du prix du marché.

Certains analystes estiment que la fonction principale de cette loi n'est pas tant d'annuler les options de rachat que de servir d'outil de pression lors des négociations.

Placement sous administration provisoire

La société holding KS Logistique a adressé au président Vladimir Poutine une demande visant à introduire une gestion temporaire au sein de cinq entités russes de Nestlé motivé par l'absence de plans d'expansion et l'arrêt des exportations des produits fabriqués en Russie. La valeur de marché des activités russes de Nestlé serait entre 160 et 170 milliards de roubles.

De son côté, le fabricant russe d'équipements électriques JSC Dielectric Cable Systems (DSC) détenu par l'italien Adventus International S.r.l a été transféré, le 30 août dernier, à la gestion temporaire de JSC Development of Construction Assets (RAMI). Cette dernière avait auparavant reçu la gestion des actifs russes de Rockwool, un grand fabricant danois de matériaux isolants, et d'Akzo Nobel NV, l'un des leaders mondiaux du marché des peintures et revêtements.

Canpack, une entreprise d'emballage à capitaux polonais-américains, avait été placée sous management temporaire en janvier 2026. Elle vient d'en être sortie en anticipation d'une cession des actifs qui pourrait avoir lieu d'ici la fin de l'année.

Rappelons que la mise sous administration provisoire n'implique pas en soi un changement de propriétaire : l'administrateur prend le contrôle de l'entreprise et il est responsable de la préservation de ses actifs. Dans certains cas, après la mise en place d'un tel régime, l'entreprise est cédée à un propriétaire russe, mais, dans d'autres, beaucoup plus rares, les actifs ont été restitués à leur ancien propriétaire (ex : Ariston).

Loi sur le placement en gestion provisoire d'infrastructures critiques dont la protection sécuritaire s'avère insuffisante

Le 24 août le président Poutine a signé le [décret n° 604](#), qui autorise la possible mise sous administration provisoire des propriétaires d'infrastructures critiques qui ne respecteraient pas des exigences de sécurité et le non-respect des délais de remise en état des installations. L'inefficacité avérée des mesures de protection contre des attaques de drones peut constituer un motif de saisie des actifs. Selon les experts, le principal problème réside dans la procédure extrajudiciaire de transfert des biens à l'État et dans l'interprétation de la notion même d'« infrastructure critique ». Face à l'inquiétude suscitée par ce mécanisme qui pourrait devenir un outil permettant de saisir des actifs des entreprises, le premier vice-Premier ministre Denis Mantourov, a déclaré qu'il serait appliqué de manière très ciblée.

DPI : litiges portant sur la vente sans autorisation de produits pharmaceutiques

Le tribunal d'arbitrage de Moscou a partiellement fait droit à la plainte déposée par le laboratoire pharmaceutique allemand Bayer contre la société russe Promomed. Bayer demandait à que soit reconnue l'utilisation frauduleuse en 2024 d'une invention pourtant couverte par un brevet sur le rivaroxaban. L'opérateur allemand a également réclamé à Promomed le paiement solidaire de 12,6 millions de roubles à titre de dommages-intérêts. Le tribunal a reconnu la violation commise par les défendeurs et a condamné Promomed à verser 6,3 millions de roubles.

La société pharmaceutique russe Promomed n'a pas obtenu devant les tribunaux une licence pour l'utilisation de l'invention couverte par le brevet eurasien (et valable jusqu'en 2029 sur le marché russe) détenu par la société japonaise Shionogi et par ViiV Healthcare, une coentreprise entre la société britannique GSK et l'américaine Pfizer, portant sur le dolutégravir (un médicament antiviral utilisé pour traiter l'infection par le VIH).

BIELORUSSIE

SITUATION MACROECONOMIQUE ET FINANCIERE

Transferts de fonds des expatriés en hausse

Les transferts de fonds aux particuliers en provenance de l'étranger (rémunération du travail et transferts des particuliers) ont atteint 461,3 M USD au 1^{er} trimestre 2026, soit une hausse de 40% en g.a.

POLITIQUES SECTORIELLES

ÉNERGIE

Développement de nouvelles capacités nucléaires en Biélorussie

La Biélorussie poursuit avec Rosatom (groupe nucléaire public russe) les travaux préparatoires à la construction d'un troisième réacteur à la centrale nucléaire d'Ostrovets. Selon le ministre biélorusse de l'Énergie Denis Moroz, cette nouvelle unité devrait être similaire aux deux réacteurs existants et disposer d'une capacité de 1 200 MW, tandis qu'un accord-cadre avec Rosatom doit être conclu d'ici fin 2026. Les deux unités actuellement en service produisent environ 40 % de l'électricité consommée dans le pays, ce qui conduit Minsk à poursuivre le développement de la production nucléaire afin d'accompagner la hausse attendue de la consommation électrique. Les autorités étudient parallèlement la construction à plus long terme d'une seconde centrale nucléaire, la région de Moguilev étant actuellement considérée comme l'option la plus probable pour son implantation.

TRANSPORT

Hausse du marché automobile biélorusse en août

Le marché biélorusse des voitures particulières neuves a atteint en août son plus haut niveau depuis le début de l'année, avec 10 300 véhicules vendus, soit une hausse de 7 % sur un mois et de 71,6 % en glissement annuel. La croissance est principalement portée par les constructeurs locaux, dont la part de marché a atteint 68 %, contre 61,6 % en juillet, tandis que les véhicules importés n'en représentent plus que 32 %. Le crossover BelGee X50+, produit en Biélorussie par le constructeur biélorusso-chinois BelGee sur la base d'un modèle Geely, reste pour le deuxième mois consécutif le modèle le plus vendu, représentant près d'une immatriculation sur six. Le segment des véhicules électriques et hybrides poursuit également sa progression, avec 3 900 unités vendues en août (+10 % sur un mois) et 19 000 depuis le début de l'année. Le marché biélorusse apparaît ainsi de plus en plus concentré autour de la production locale, tandis que la progression des véhicules électrifiés constitue un autre moteur de sa croissance.

TABLEAUX DE SYNTHÈSE

CROISSANCE ET PRÉVISIONS	Variation du PIB, g.a.					Prévisions FMI, g.a.		PIB nominal		Population, M hab.
	2023	2024	2025	T1 2026	S1 2026	2026	2027	Md USD	Par hab., USD	2025
	2025									
Russie	4,1%	4,9%	1,0%	-0,2%	0,6%	1,1%	1,1%	2 588	17 972	146,1*
Biélorussie	4,1%	4%	1,3%	-0,4%	1,5%	1,2%	1%	92,8	10 209	9,1

*Comprend la population des régions de Crimée et de Sébastopol, dont la France ne reconnaît pas l'annexion par la Russie.

ACTIVITÉ	Production industrielle, g.a.			Ventes de détail, g.a.			Chômage		
	2025	T1 2026	S1 2026	2025	T1 2026	S1 2026	2025	T1 2026	T2 2026
Russie	1,3%	0,3%	0,4%	2,6%	3,6%	5,4%	2,2%	2,2%	2,2%
Biélorussie	1,8%	3,4%	-0,7%	6,6%	6%	7,6%		2,3%	2,1%

POLITIQUE MONÉTAIRE	Inflation annuelle						Cible d'inflation	Taux directeur	
	Févr-26	Mars-26	Avr-26	Mai-26	Juin-26	Juil-26		Actuel	Depuis
Russie	5,9%	5,9%	5,6%	5,3%	6%	5,98%	4%	14%	Juil-26
Biélorussie	5,6%	5,4%	5,4%	4,8%	4,3%	4,4%	6%	9,25%	Juin-26

ENDETTEMENT ET RÉSERVES	Dettes publiques (% PIB)			Dettes extérieures (% PIB)			Réserves de change Md USD/Mois d'importation		
	01/01/26	01/04/26	01/07/26	01/01/26	01/04/26	01/07/26	01/01/26	01/04/26	01/07/26
Russie	16,1%					11,8%	754,9*		
Biélorussie					37,5%				14,2/3,3

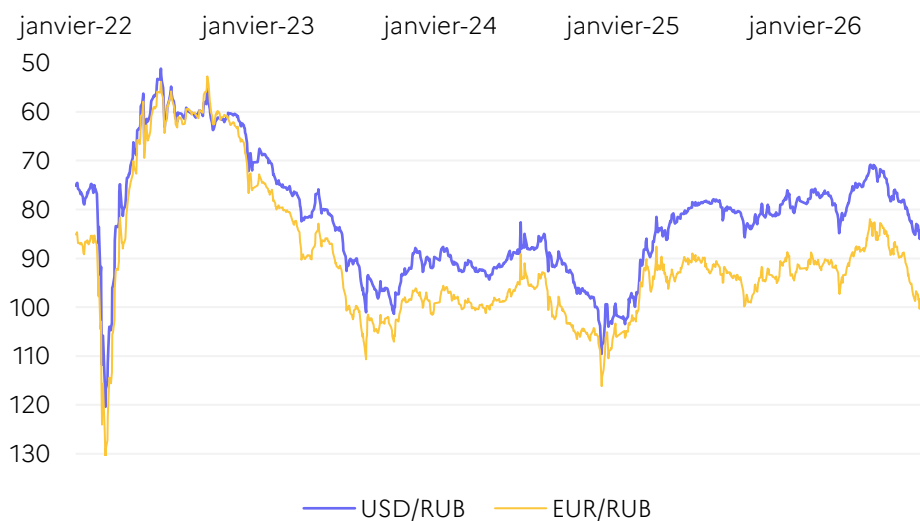
*Dont avoirs en devises gelés depuis février 2022 dans le cadre des mesures restrictives adoptées contre la Russie

FINANCES	Solde courant, % PIB*					Solde budgétaire, % PIB*			
	2024	2025	T1 2026	S1 2026	Md USD**	2024	2025	T1 2026	S1 2026
Russie	2,5%	2%	1,8%	2,6%	34,1	-1,7%	2,6%	-1,9%	-2,5%
Biélorussie	-2,6%				-1,7	0,3%			

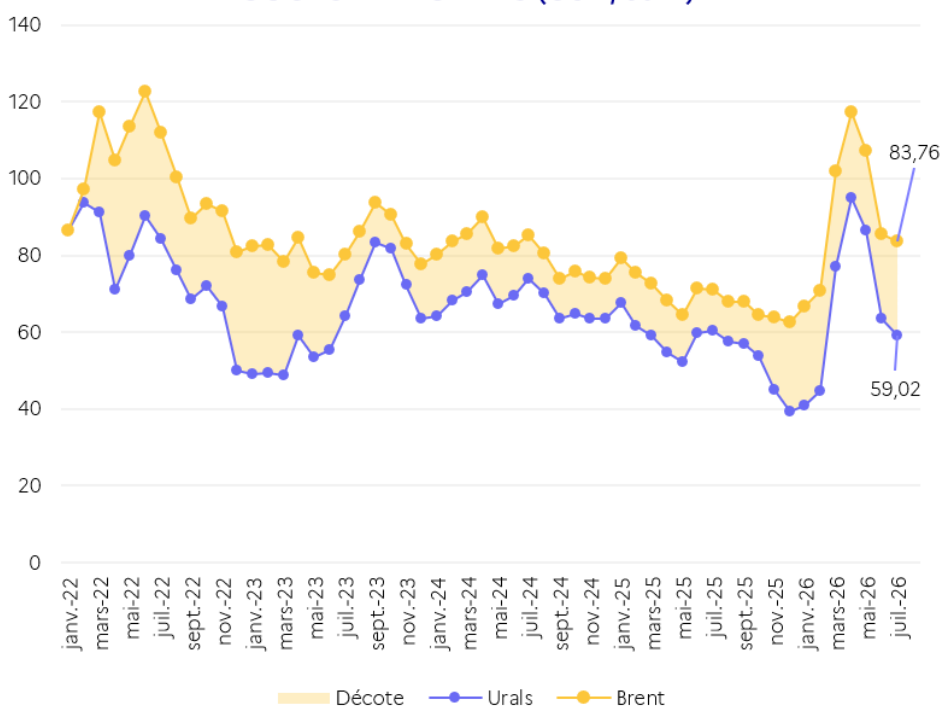
*En proportion sur l'année **dernière période disponible

GRAPHIQUES

TAUX DE CHANGE (échelle inversée)



COURS PETROLIERS (USD/baril)



Sources : Banque de Russie, EIA

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Sauf mention contraire, les données statistiques figurant dans cette publication sont fournies par les administrations des pays concernés. Le Service économique ne saurait être tenu responsable de leur exactitude et fiabilité.

Responsables de la publication : daniel.gallissaires@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Service économique régional de Moscou et contribution de l'Ambassade de France en Biélorussie

Pour s'abonner : Moscou@dgtresor.gouv.fr